

## La justice du XXI<sup>e</sup> siècle

Une justice plus rapide, plus accessible et plus efficace. Voilà l'ambition portée par les projets de loi de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle.

« Ils visent à renforcer l'indépendance de la magistrature, à lui appliquer les principes et règles de transparence de la vie publique et à restaurer la confiance des citoyens dans la justice en la rendant

plus accessible, plus lisible et plus efficace », résume le garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas.

« Aujourd'hui pour l'écrasante majorité de nos concitoyens qui deviennent par contrainte parfois des justiciables - 4 millions de Français qui vont dans des Palais de justice chaque année - la justice est trop complexe et n'est pas simple, et elle n'est pas rapide, donc mon souci c'est de faire que la qualité du service soit à la hauteur des attentes », par une meilleure utilisation des moyens, a expliqué Jean-Jacques Urvoas devant les députés.

Pour une justice plus protectrice et plus accessible, les deux projets de loi agissent sur la justice du quotidien. Tout d'abord, ils consacrent le service d'accueil unique du justiciable, en cours de déploiement dans plusieurs juridictions. Ensuite, ils créent un cadre légal commun aux actions de groupes en matière judiciaire et administrative ainsi qu'une action de groupe en matière de discrimination - qui sera complétée dans le projet de loi Égalité et citoyenneté par la qualification du racisme de « circonstance aggravante généralisée ». Enfin, ils réforment les juridictions sociales et recentrent le Tribunal d'instance sur la justice civile, rendant ainsi plus lisible l'organisation judiciaire. Il est également prévu de renforcer l'indépendance des magistrats et



Une justice plus lisible, plus efficace

de mieux prévenir les conflits d'intérêt. Le projet de loi contient aussi des « mesures sur lesquelles on se dispense de l'appel au juge pour permettre aux magistrats de se recentrer sur ce qui est leur métier, le litige, le fait de trancher des difficultés par l'application de la règle de droit ».

C'est ainsi que dans ce projet de loi « les juges se concentrent sur les divorces où il y a du contentieux pour protéger ceux qui ont besoin d'être protégés » et éviter la lenteur du processus. En effet, on enregistre 66 000 divorces par consentement mutuel chaque année.

S'agissant des délits routiers, le texte entend sanctionner plus vite et plus fort, par contraventionnalisation et forfaitisation. Ainsi pour la conduite sans permis ou sans assurance - 30 000 cas par an - pour les primo-délinquants et s'il n'existe aucune circonstance aggravante, il est « proposé tout de suite une amende de 500 euros » au lieu de 300 euros au bout de sept mois de procédure, « donc plus vite dans la sanction, plus forte dans la sévérité ». Enfin, au-delà des moyens déjà alloués à la justice dans le cadre des deux plans de lutte contre le terrorisme et dont le budget a été régulièrement préservé, 107 millions d'euros ont fait l'objet d'un dégel pour améliorer le fonctionnement des juridictions.

CAP  
FINISTÈRE  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 26/5/2016



## 100 Smic

100 Smic : ça veut dire qu'en une journée, un patron peut empocher ce qu'un smicard met plus de trois mois à gagner !

En soutenant l'« Appel des 40 au Cac 40 », le Parti Socialiste demande au gouvernement de légiférer sur un salaire maximum. Malgré les promesses du patronat, l'autorégulation ne fonctionne pas.

En 2015, la rémunération totale des patrons du Cac 40 a augmenté de 5 à 11 % selon les estimations, atteignant une rémunération moyenne de 4,2 millions d'euros par patron.

Aucune étude n'a démontré la moindre corrélation entre la rémunération d'un chef d'entreprise et la réussite économique de son entreprise.

Les Français attendent l'instauration de ce salaire maximum.

PS29

## Chiffre de la semaine

# +24 400

C'est le nombre de créations nettes d'emplois (soit +0,2%) enregistrées dans les secteurs marchands non agricoles, sur le premier trimestre.